



MOBILISATION LE 4 FÉVRIER SERVICE PUBLIC PARTOUT PARTAGE DU TEMPS DE TRAVAIL PARTAGE DES RICHESSES

Les mobilisations se multiplient en ce début d'année contre les suppressions d'emplois et restructurations dans les services publics.

LE 21 JANVIER

Les agent-es du secteur de la santé, du médico-social et du social se sont mobilisé-es. Le Ségur de la Santé était bien loin des enjeux et revendications : Ils/elles revendiquent 400 € de revalorisation pour pour tout-es, et création des 400 000 emplois manquant à la santé, au médico-social — EHPAD, et au social (aide à la personne). Les oublié-es du Ségur de la santé (salarié-es du médico-social et du social), se sont particulièrement mobilis-ées. Sacrifi-ées pendant la crise sanitaire, ils/elles ne bénéficient d'aucune reconnaissance financière de leur engagement et clament l'injustice qui leur est faite : ils/elles n'ont même pas eu les 183 € du Ségur.

L'hôpital public, malgré le rôle central qu'il remplit face à la crise sanitaire va doit subir 4 Mds € de restrictions budgétaires, en 2021.

LE 26 JANVIER

Ce sont les personnels de l'Éducation nationale qui ont été en grève à 40 % pour leurs salaires, leurs emplois, le service public de l'éducation. Là aussi, le Grenelle de l'Éducation a été très loin des enjeux.

ENFIN LE 28 JANVIER

C'est au tour du service public de l'énergie de se mobiliser, confronté à une restructuration lourde avec le projet Hercule qui prévoit le démantèlement de l'énergie (avec socialisation des pertes et privatisation des profits).

Les agent-es publics subissent partout restructurations (notamment la réforme de l'Organisation Territoriale de l'État...), suppressions d'emplois, coupes budgétaires...

Alors que le service public, c'est plus de cohésion sociale et de redistribution des richesses !



EN LUTTE

POUR

LES SERVICES PUBLICS

Union
syndicale
Solidaires

Les populations de ce pays se trouvent fragilisées face à la crise sanitaire, et ce sont les plus précaires et les moins bien rémunéré-es qui subissent le plus !

Redonner des moyens aux services publics, c'est renforcer notre défense collective face à la crise, en solidarité avec les plus fragiles.

Reconnaître les agent-es publics, c'est faire le choix d'une fonction publique forte au service de la population, œuvrant dans l'intérêt général, à l'opposé de la loi de transformation de la fonction publique, qui organise le détricotage du statut par la contractualisation à tout va, flexibilise, précarise et génère l'assujettissement de la fonction publique au politique. Cette tentative d'assujettissement se traduit aussi par de multiples cas de répression syndicale.

DANS LE PRIVÉ AUSSI, LES SALARIÉ-ES AUSSI SE SONT MOBILISÉ-ES LE 23 JANVIER

Confronté-es à des plans sociaux massifs : 657 plans de licenciements comptabilisés entre le 1er mars et le 22 novembre 2020, alors que les entreprises privées ont bénéficié de 500 milliards d'aides publiques sans aucune contrepartie. Pire, certaines grandes entreprises du CAC 40 ont versé des dividendes juteux à leurs actionnaires, la crise du COVID leur ayant été plus que profitable, comme le laboratoire SANOFI.

SOLIDAIRES REVENDIQUE

- l'arrêt des suppressions d'emplois, et au contraire des créations d'emplois, de services publics,
- des plans massifs de titularisation de contractuel-les,
- l'arrêt de la répression antisyndicale,
- le renforcement des services publics et des moyens budgétaires à la hauteur,
- le partage du travail : 32 h sans flexibilité ni perte de salaire,
- des contreparties en emplois pour les aides publiques, avec arrêt des délocalisations,
- le partage des richesses : revalorisations salariales avec réduction des inégalités (reconnaissance des qualifications, en particulier des filières féminisées), attribution d'un nombre de points à tout-es et revalorisation du point d'indice.

RÉALISONS LA CONVERGENCE DES LUTTES PUBLIC/PRIVÉ
EN GRÈVE ET EN MANIF PARTOUT LE 4 FÉVRIER
À L'APPEL DE L'INTERSYNDICALE IGT, FSU, SOLIDAIRES.

EN GRÈVE

LE

4 FÉVRIER

CONTRE
LA PRÉCARITÉ

POUR
L'EMPLOI

POUR
LES 32 HEURES

POUR
LES SERVICES PUBLICS

Union
syndicale
Solidaires